



Annapolis: un paravent derrière lequel on fomente la guerre civile entre Palestiniens et prépare une attaque de l'Iran

Par [Chris Marsden](#) et [Jean Shaoul](#)

Mondialisation.ca, 05 décembre 2007

[WSWS](#) 5 décembre 2007

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Loi et Justice](#), [Militarisation](#)

Analyses: [L'IRAN](#), [LA PALESTINE](#)

Le sommet du 27 novembre à Annapolis sur le conflit israélo-palestinien n'a rien à voir avec la recherche d'un accord de paix à travers l'établissement d'un État palestinien.

Les deux parties en présence n'ont même pas pu se mettre d'accord sur une déclaration préliminaire d'intention ou de principe pour cette réunion d'un jour. Israël n'a accepté de discuter aucune des questions clés à résoudre pour parvenir à un accord sur les frontières d'un Etat potentiel quel qu'il soit, sur le droit au retour des réfugiés palestiniens et sur le statut de Jérusalem-Est comme capitale d'un Etat palestinien.

Israël se rend à cette conférence confiant dans le fait qu'elle est organisée par son principal allié. Un article paru la semaine dernière dans le *Washington Post* citait des responsables de la Maison-Blanche selon lesquels les Etats-Unis n'avaient aucune intention de faire pression sur Israël pour que ce dernier fasse des concessions qu'il ne voudrait pas faire. « Le président reste sceptique sur la capacité des Palestiniens à faire les concessions nécessaires pour arriver à la paix », dit une source. « Les Israéliens font confiance à Bush... s'ils ont à prendre des risques, ils préfèrent le faire avec lui qu'avec son successeur », ont dit ces responsables.

Du côté palestinien, la réunion est une grossière tentative de ficeler un marché entre le premier ministre israélien Ehoud Olmert et le président de l'Autorité palestinienne et dirigeant du Fatah, Mahmoud Abbas de façon à ce que celui-ci puisse se présenter comme faisant avancer le « processus de paix » et continuer de réprimer toute résistance à l'occupation israélienne.

Pour Washington, les pourparlers ont un objectif politique plus étendu. En permettant au président George W. Bush d'être vu comme celui qui tente d'une certaine manière de résoudre le conflit, Washington va aider les régimes arabes à justifier leur approbation de l'occupation américaine de l'Irak et ses préparatifs de guerre contre l'Iran.

Vendredi 23 novembre, la Ligue arabe, y compris l'Arabie saoudite qui ne reconnaît pas la Syrie et qui soutient financièrement le Hamas dans la Bande de Gaza, s'est dite d'accord pour participer à cette farce. La Syrie sera présente, les Etats-Unis ayant laissé entendre qu'on discuterait de l'avenir du plateau du Golan. On a aussi dit que les Etats-Unis ont

donné leur approbation tacite pour la tenue de pourparlers séparés entre la Syrie et Israël sur le Golan, immédiatement après la réunion d'Annapolis.

Cela n'est en aucun cas la principale raison de la participation de Damas à cette réunion. Le ministre des Affaires étrangères syrien, Walid Moallem, est allé jusqu'à déclarer qu'un retour du plateau du Golan à la Syrie n'était pas une condition préalable à la tenue de pourparlers. La participation syrienne à la réunion d'Annapolis est une tentative désespérée du régime de Bachir Assad d'obtenir un arrangement avec Washington et d'empêcher les Etats-Unis de s'en prendre à la Syrie en même temps qu'à l'Iran.

Le Liban lui aussi prendra part aux pourparlers, malgré l'opposition véhémente du Hisbollah

Le ministre israélien de l'Infrastructure, Benjamin Ben Eliezer, du Parti travailliste, a parlé de la signification politique de la décision des régimes arabe de participer aux pourparlers, disant à la radio de l'armée israélienne « La réunion a lieu à un moment où les radicaux et les modérés du monde arabo-musulman sont sur le chemin de la collision. Il n'y a aucun doute quant au fait que cette réunion a aussi pour objectif de contribuer à renforcer le camp arabe modéré ».

Dans les territoires occupés, Annapolis a été précédé d'efforts frénétiques de la part d'Abbas pour obtenir un Etat minimal qui aurait l'approbation d'Olmert. Il a abandonné dans ce but des revendications passées pour un gel de l'extension des colonies israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et une limite dans le temps pour la création d'un Etat palestinien.

Il a ensuite accru ses efforts pour interdire le groupe islamiste Hamas et pour reprendre le contrôle de la Bande de Gaza, qui est la condition préalable que Washington et Israël exigent de lui pour reconnaître le Fatah comme un « partenaire avec qui négocier ».

Le Hamas est venu au pouvoir en janvier 2006 suite à la vaste aliénation vis-à-vis du Fatah due au fait qu'il était disposé à accepter un marché pourri avec Bush, et due aussi à sa corruption endémique. Les puissances occidentales et Israël ont répondu en imposant un blocus économique, coupant Gaza du monde extérieur. Lorsque s'était profilée la possibilité d'un gouvernement uni du Fatah et du Hamas à l'été de 2006, Israël a déclenché une guerre brutale contre Gaza.

Après avoir fomenté une guerre civile entre les deux factions rivales à Gaza, qui s'était terminée par la défaite militaire du Fatah, Israël, les Etats-Unis et les pays européens avaient encouragé Abbas à dissoudre le gouvernement du Hamas et à constituer un nouveau gouvernement, coupant la Palestine en deux. Bush avait donné 190 millions de dollars pour soutenir Abbas et son régime et Israël lui avait fourni des armes et de l'entraînement afin de battre le Hamas.

Olmert a insisté publiquement pour que tout accord futur dépende d'une reprise du contrôle de Gaza par l'Autorité palestinienne. « Il n'y aura aucune mise en œuvre du traité avant que tous les engagements contenus dans la feuille de route ne soient exécutés » dit-il à des journalistes après des pourparlers avec le président égyptien Hosni Moubarak dans la station balnéaire de Sharm el Sheikh.

« Ces engagements sont aussi valables pour la bande de Gaza, [pour les Palestiniens] Gaza doit faire partie de l'Etat palestinien et ensuite, naturellement, les Palestiniens doivent lutter

contre le terrorisme et cela comprend la bande de Gaza » poursuivit-il. La semaine dernière, le plan du ministre israélien de la Défense pour un début de réduction de l'approvisionnement en électricité vers Gaza à partir du 2 décembre a été approuvé par le ministre de la Justice, Manahem Mazuz.

Abbas a répondu à ces exigences en mobilisant ses forces en vue d'un conflit ouvert avec le Hamas. Lorsque 100.000 partisans du Fatah se sont rassemblés le 12 novembre à Gaza pour marquer le troisième anniversaire de la mort de Yassir Arafat, les forces de sécurité du Hamas ont ouvert le feu, tuant sept manifestants et en blessant plus de 90. Plus de 400 partisans du Fatah ont été arrêtés et des dizaines d'entre eux détenus pour interrogatoire.

Deux jours plus tard, Abbas appelait publiquement au renversement du gouvernement du Hamas à Gaza. « Nous devons renverser ce gang qui s'est emparé de Gaza par la force et qui profite des souffrances et des blessures de notre peuple » dit-il à la télévision.

Le Hamas n'est pas une alternative progressiste du Fatah et il articule les intérêts de sections de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie arabe. Ayant des liens de dépendance, pour ses finances et son armement, tant vis-à-vis de l'Arabie saoudite que de l'Iran et du Hezbollah en Syrie, le Hamas a visiblement été secoué par la décision de ces deux régimes d'approuver la conférence d'Annapolis. Le porte-parole du Hamas, Sami Abu Zuhri, a qualifié la tenue de la conférence de « grand choc pour les Palestiniens parce qu'elle ouvrait la porte à une normalisation directe de l'occupation en même temps que se poursuit l'escalade et l'agression ».

« Nous escomptions qu'un consensus arabe allait rompre le siège imposé à la Bande de Gaza et allait sauver les vies de nombreux Palestiniens échoués aux frontières », dit-il. « Nous ne nous attendions pas à voir un accord entre les Arabes sur une réunion avec Israël. »

Le président palestinien déposé, Ismael Haniyeh, a dit qu'« Israël cherch[ait] la normalisation spécialement avec des pays clés comme l'Arabie Saoudite. Nous devons éviter de donner de la légitimité à une libre normalisation de l'occupation israélienne. »

De telles manifestations de surprise ignorent l'amère expérience faite pendant des décennies avec les régimes arabes, l'Égypte, la Jordanie et la Syrie en étant les exemples les plus infâmes. Ces régimes ont commis des trahisons monstrueuses vis-à-vis des Palestiniens et qui les ont menés dans la situation impossible d'aujourd'hui. A présent, les États arabes participent à un crime plus énorme encore, la préparation d'une guerre contre l'Iran.

Le Hamas n'a guère d'autres options que celle de se rallier à l'opposition interne contre Abbas, de s'unir au Jihad islamique et aux divers groupes radicaux moins importants pour la tenue d'une conférence de l'« Anti-Annapolis » dans la Bande de Gaza.

Khaled Abu Hilal du mouvement Fatah-al-Yasser, qui a rompu avec le Fatah, y assistera et il sera soutenu par divers groupes politiques et civils palestiniens. Abu Mujahed, le porte-parole des Comités populaires de résistance à Gaza a averti que toute concession faite par Abbas déclencherait une troisième Intifada qui sera « plus véhémente que les précédentes ».

Abbas fait aussi face à un défi sur sa droite de la part de Salaam Fayyad, le premier

ministre, qui a son petit parti à lui (Troisième voie) et dont on dit qu'il collabore avec le négociateur de l'Autorité palestinienne, Yasser Abed Rabbo, pour créer un nouveau parti et se présenter aux prochaines élections. Cette lutte interne a laissé l'équipe de négociation palestinienne divisée en deux camps.

Fayyad incarne la couche sociale riche qui collabore à présent, plus ouvertement encore qu'Abbas, avec Washington. Absolument rien ne le relie à la lutte passée du Fatah contre Israël.

Décrit par *Haaretz* comme « le Palestinien favori de tout le monde » et comme le « partenaire idéal », il était assis aux côtés d'Ariel Sharon lors d'une cérémonie de mariage et fait la leçon à « l'élite économique et politique d'Israël » sur sa philosophie politique et économique.

Il a un doctorat en économie de l'Université du Texas (1987), a travaillé à la Banque mondiale et à la Banque centrale américaine à Washington. Lorsque l'Autorité palestinienne fut établie, il fut représentant du Fonds monétaire international puis dirigeant pour la Cisjordanie de la Banque arabe, la plus importante banque du Moyen-Orient. Il fut adopté comme favori par la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice qui veilla à ce qu'il devienne ministre des Finances de l'Autorité palestinienne. A la suite de la division entre Gaza et la Rive Gauche, il fut nommé, en violation de la constitution, premier ministre, gardant son poste de ministre des Finances.

Article original anglais, WSWWS, paru le 26 novembre 2007. Article en français publié le 2 décembre 2007.

Copyright WSWWS.

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Chris Marsden](#) et [Jean Shaoul](#), [WSWS](#), 2007

Articles Par : [Chris Marsden](#) et
[Jean Shaoul](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca